

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 04/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE CASSAGNES-GOUTRENS

ZA RUAU II
12110 Aubin

Références : 12-CARMIN-2025-30
Code AIOT : 0006803016

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement CARRIERES DE CASSAGNES-GOUTRENS implanté Les Costes 12390 Goutrens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre d'une extension (3,25ha) avec modification du phasage d'exploitation de la carrière, autorisée par arrêté préfectoral n°12.2025.05.12.00002 en date du 12 mai 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE CASSAGNES-GOUTRENS

- Les Costes 12390 Goutrens
- Code AIOT : 0006803016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu dit "Les Costes" sur la commune de Goutrens 12390, est autorisée par arrêté préfectoral n° 2008-302-12 en date du 28 octobre 2008, pour une durée de 30 ans et production annuelle maximale de 150 000 t/an au bénéfice de la SARL Carrières de Cassagnes Goutrens.

L'extension du périmètre d'autorisation d'une contenance de 3ha 25a 40 ca, et la modification du phasage de l'exploitation induite par l'extension ont été autorisées, par arrêté préfectoral n°12.2025.05.12.00002 du 12/05/2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	AP Complémentaire du 12/05/2025, article 3	Sans objet
2	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 24.3.3	Sans objet
3	Prescriptions particulières concernant le gazoduc	AP Complémentaire du 12/05/2025, article 5	Sans objet
4	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 28.2	Sans objet
5	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 22	Sans objet
6	Sécurité au public	Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 16	Sans objet
7	Aire de ravitaillement et d'entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la carrière, l'extraction est développée de part et d'autre de la voie publique (RD651) créant un carreau Ouest et un carreau Est. Ce dernier a récemment (AP mai 2025) fait l'objet d'une extension (3,25ha).

Les travaux préliminaires induits par l'extension sont en cours, notamment au niveau de la déviation en périphérie externe au périmètre d'extension, du chemin rural de Cantuel à Cassagnes , qui se trouve actuellement intercalé entre la carrière et l'extension.

Les deux zones de la carrière (Est et Ouest) sont propres et entretenues, clôturées, fermées d'un portail. Les accès (entrées/sorties) sont équipés d'un débourbeur.

Les signalétiques à l'intention des usagers sont présentes.

La carrière était en activité au jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction - Phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation est en début de Phase 4 (période de 2024 à 2028). L'extraction est réalisée en gradins à ciel ouvert, en fouille sèche. L'exploitation a un rythme annuel moyen de 110 000 tonnes/an et 150 000 tonnes/an au maximum. L'exploitation se déroule en 3 phases de 5 ans chacune : <ul style="list-style-type: none">• sur la carrière Ouest (courant phase 4) le carreau est amené à la cote moyenne 544/545 m NGF, pour être dévolu au traitement et au stockage des produits finis ;• les niveaux exploités (fronts d'exploitation en périphérie) sont remis en état ;• sur la carrière Est (courant phase 4) les aménagements induits par l'extension sont réalisés, l'extraction est activée ;• le chemin rural de Cantuel à Cassagnes assurant la desserte des parcelles agricoles et des occupations en bordure Nord du site est maintenu, par la création d'une déviation externe au périmètre d'extension, et en périphérie des parcelles. Il est recréé avec raccordement aux existants (au Nord et au Sud) en bordure des haies et bosquet périphériques permettant d'assurer une fonctionnalité écologique.• l'extraction est limitée à la carrière Est (phases 5 et 6).
Constats : La phase 4 d'exploitation est respectée. L'extraction sur la zone Est (zone d'extension) n'a pas débuté, les aménagements préliminaires relatifs au nouveau phasage d'exploitation sont en cours, notamment au regard de la déviation de raccordement du chemin rural de Cantuel à Cassagnes. Les haies sont conservées, le périmètre d'extension est sécurisé par une clôture rigide. En zone Ouest, la zone d'extraction en périphérie (gradin 548NGF) fait l'objet de la remise en état. Le remblayage est amorcé (stériles inertes issus de l'extraction) il sera abouti fin janvier 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions ou nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 24.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité du rejet
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,- la température est inférieure à 30° C,- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit

<p>sur vingt quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites[...]</p> <p>Une analyse des eaux rejetées sur les paramètres susvisés est effectuée une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses Aveyron Labo produites en date de février 2024 sont conformes aux valeurs à respecter.</p> <p>Les analyses 2025 sont en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera parvenir dès réception auprès de l'inspection des installations classées les analyses 2025 des eaux canalisées rejetées .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Prescriptions particulières concernant le gazoduc

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2025, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Situation du gazoduc</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En considérant une continuité de la formation géologique, l'exploitant respecte une vitesse particulière maximale de 80 mm/s.</p> <p>Le début de l'extraction sur la carrière Est s'amorce par un essai de tir afin de vérifier le respect de cette valeur limite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'extraction sur la carrière en zone Est n'a pas débuté (stade des préliminaires induits par l'extension).</p> <p>Sur la zone Ouest, entre février et mi-septembre 2025, cinq tirs ont été réalisés.</p> <p>Le "résumé des données" pour chacun des tirs (Vibracord) montre un respect des valeurs pondérées réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lorsque l'exploitant débutera l'extraction sur la carrière en zone Est, pour une prise en compte des effets de vibrations émis, il procédera à un essai de tir dont le "résumé des données" sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Bruits et vibrations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 28.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruits</p>

Prescription contrôlée :

Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LAeq en dehors des tirs de mines.

28.2.1 Niveaux acoustiques

Les niveaux limites à ne pas dépasser en limites de l'installation pour les différentes périodes de la journée devront rester inférieurs aux valeurs susceptibles de provoquer des émergences supérieures aux valeurs citées sous le tableau tout en restant inférieurs aux valeurs du tableau suivant:

Niveaux limites admissibles de bruit :

Jour 7h00 à 22h00 70 dB(A)

Nuit 22h00 à 7h00 60 dB(A)

28.3 Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à

- si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) :

- 6 dB(A) pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés
- 4 dB(A) pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés

- si le niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A) :

- 5 dB(A) pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00, sauf dimanches et jours fériés
- 3 dB(A) pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00, ainsi que les dimanches et jours fériés [...]

28.2.2 Contrôle des niveaux sonores

Des contrôles de niveaux sonores résultant de l'activité de la carrière sont effectués chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande.

Constats :

L'exploitant est amené à procéder à des contrôles de niveaux sonores résultant de l'activité de la carrière sur demande de l'inspection des installations classées.

L'extension autorisée, porte l'activité de la carrière plus proche des premières habitations du Village de Cassagnes, notamment au regard du trafic d'engins durant les travaux de déviation du chemin rural de Cantuel qui vont débiter, et des tirs de mine à venir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au jour de la présente visite, l'exploitant a pris note de la demande des installations classées , et fera réaliser les mesures dès que le chantier sera engagé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 22

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée, sur lequel figurent :

- les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci,

- les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,
- Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs:
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,
- la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 20 ci-dessus,+ L'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et la[les] borne[s] de nivellement,
- les pistes et voies de circulation,
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte...
- les installations fixes de toute nature : ateliers, dépôts de liquides inflammables,bascules, locaux,...

Constats :

Le plan d'exploitation 2024 présenté par l'exploitant, est conforme à la prescription précitée. Toutes les coordonnées (bornage, zone 10ml et 50 ml ,cotations, bassins...) sont précisées, et les installations sont matérialisées (crible, concasseur, atelier, base de vie...).

La prise d'un nouveau plan est prévu sur le dernier trimestre 2025, avec une édition au plus tard en janvier 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécurité au public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2008, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la carrière

Prescription contrôlée :

Les accès de l'établissement depuis la voie publique sont fermés en dehors des périodes d'activité par un dispositif efficace. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations. L'ensemble du périmètre de la carrière est entouré par une clôture solide et efficace.

Constats :

Les signalétiques sont présentes : identité, autorisation, et sécurité à l'usage du public (voie d'accès RD 43 puis par la RD 651.).

L'exploitation est située en zone rurale, une clôture rigide et/ou bétail en très bon état ceinture chacune des deux zones (Ouest et Est y compris les récentes parcelles d'extension).

Les accès à la carrière (3) sont équipés chacun d'un portail qui ferme à clé et d'un débourbeur.

Les voies de circulation intra-site sont entretenues, et propres. Une signalétique de circulation et de sécurité, est présente à l'intention des usagers.

En fonctions des phénomènes météorologiques, l'abattage des poussières sur l'exploitation est réalisé à l'aide d'une arroseuse qui reste sur l'exploitation (stationnement sur aire étanche).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Aire de ravitaillement et d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : Un atelier sur zone étanche est présent à l'est du carreau Ouest. Cet atelier est composé de 2 zones, une dédiée à l'entretien, stationnement des engins et stockage de matériels et outillages, une seconde zone également sur aire étanche est dédié au stockage du GNR (cuve récente 12 000 l simple paroi avec son bac de rétention intégré) et stockages de produits polluants sur rétentions de capacités adéquates et résistantes à l'action chimique des fluides (stockage environ 2 000 litres - rétention 2 500 litres). L'approvisionnement des engins est réalisé grâce à une station murale située au sud de l'atelier, sur aire étanche équipée d'un décanteur/déshuileur . Une base de vie (sanitaires, vestiaires...) est installée au nord de l'atelier.
Type de suites proposées : Sans suite